



L'État-providence ne constitue pas un fardeau

Dans votre article de juin 2003 sur le professeur Allan Meltzer, deux points me rendent plutôt perplexe. Premièrement, je ne suis pas sûr que le fait que l'Europe profite soi-disant indûment du dispositif de sécurité américain explique toutes les frictions actuelles. «La force qui assurait l'unité de l'alliance», à laquelle Meltzer se réfère, était une combinaison de l'intégrité, de la crédibilité et du prestige moral attribués aux États-Unis par leurs alliés européens. Mais les Américains ont pris récemment des positions décevantes. Des slogans tels que «la guerre en Iraq sera suivie d'autres conflits sur la prolifération des armes» sont considérés en Europe, peut-être abusivement, comme des histoires inventées pour masquer les activités de Halliburton et d'autres intérêts pétroliers. L'absence de solidarité internationale dans des domaines tels que la protection de l'environnement et les tribunaux des droits de l'homme ainsi que les histoires de type Enron dans lesquelles des hommes d'affaires de haut niveau et l'administration actuelle ont prétendument été impliqués ont contribué à saper l'image d'un modèle de société américain qui serait à imiter par le reste du monde, d'où la méfiance à l'égard de l'alliance avec les États-Unis et la réticence à adhérer à l'hégémonie américaine.

Le deuxième point concerne la référence de Meltzer au «fardeau» que constitue l'État-providence. Pour les Européens, un terrible fardeau serait plutôt l'absence d'un système de protection sociale. Prenons, par exemple, le gaspillage de ressources intellectuelles et humaines qu'entraîneront les baisses d'impôts actuelles aux États-Unis ayant une incidence sur la protection sociale et le financement des établissements scolaires. Un exemple encore plus flagrant de l'importance d'un système de protection sociale figure dans cette déclaration du Gouverneur de l'État de l'Oregon, Ted Kulongoski : «Parmi tous les défis que nous avons à relever, aucun n'est plus dérangeant que le fait que des milliers d'habitants de notre État, dont beaucoup d'enfants, n'ont pas assez à manger.»

Un État-providence a un prix, en effet, sans doute en termes de croissance non réalisée, mais la solidarité et la compassion sont aussi des valeurs qui comptent au moins autant que la croissance et la richesse entre les mains de particuliers.

Jose Ripoll, Genève, Suisse

Décaisser l'aide de manière avisée

Dans leur article de décembre 2002, «Gérer l'impact budgétaire de l'aide», Bulir et Lane présentent toutes les dimensions principales du problème, si ce n'est le fait que la faible capacité d'absorption d'un certain nombre (de la majorité?) de pays est un facteur important de l'écart notable entre les engagements financiers des partenaires au développement et les fonds qui sont finalement décaissés et dépensés. Il serait téméraire pour les partenaires au développement de décaisser des fonds en sachant qu'ils ne seront pas (et ne pourront pas être) dépensés sur une période donnée. Tant les partenaires au développement que les pays bénéficiaires doivent continuer de financer le renforcement des capacités de ceux qui sont chargés d'administrer l'aide (et de planifier les projets et programmes) pour éliminer ce goulet d'étranglement crucial. Les dividendes pourraient être immenses.

Martin Fowler, Kampala, Ouganda

La géographie avant les institutions

Je me réfère aux deux articles du numéro de juin 2003 sur la primauté des institutions en matière de développement (Acemoglu; Rodrik et Subramanian). Le fait de traiter les régions comme des catégories géographiquement ou institutionnellement exclusives est l'une des plus grandes faiblesses des études sur la primauté relative des institutions et de la géographie dans le développement. Il est nécessaire d'examiner des cas où des caractéristiques géographiques et institutionnelles différentes existent simultanément dans un pays ou une région donnée.

Dans le Manipur, province du Nord-Est de l'Inde, la vallée et les collines se distinguent clairement, et le régime des droits de propriété varie notablement selon la topographie. Les colons ont instauré un régime moderne des droits de propriété et ont établi un cadre de référence pour l'état de droit dans des situations où le coût marginal (déterminé par les facteurs géographiques) était plus faible que le bénéfice marginal. Le système traditionnel de propriété foncière basé sur la communauté ou le chef de tribu continue de prédominer dans les régions des collines, où le coût marginal de l'établissement de droits de propriété modernes et de l'état de droit — déterminé par la géographie — est prohibitif. En d'autres termes, des facteurs géographiques déterminent la nature des institutions. La mise en place d'institutions modernes peut être envisagée seulement *après que* les obstacles géographiques initiaux ont été surmontés. Dans des endroits difficilement accessibles, les coûts marginaux très élevés de production et de transaction limitent la population essentiellement à une production de subsistance.

*Amar Yumnam, Professeur d'économie
Université de Manipur, Inde*

Le ciblage de l'inflation

Finances & Développement constitue une ressource très utile pour les étudiants qui ont choisi mon cours sur le développement économique. Permettez-moi cependant de pinailler un peu sur l'histoire de la pensée économique. Dans votre article de juin 2003 intitulé «Pourquoi cibler l'inflation», l'auteur fait état d'une neutralité à court terme de la monnaie qui aurait peut-être été acceptable pour Ricardo, mais qui va à l'encontre de l'analyse de Fisher et Wicksell, entre autres, dans les écoles néoclassique et classique (par exemple Henry Thornton), et de tout théoricien monétaire de l'école moderne dominante. Par ailleurs, quelle est cette notion du taux d'intérêt qui serait le prix de l'argent? Ici aussi, ce concept va à l'encontre de pratiquement tous les manuels économiques de base et, bien entendu, de Fisher et Wicksell, qui ont correctement identifié le prix de l'argent comme étant l'inverse du niveau des prix. Quelle ironie, ces erreurs sur la monnaie dans un numéro incluant un article sur Allan Meltzer.

*John L. Olsh, Professeur d'économie
McDaniel College, Westminster, Maryland*

P.-S. C'est au *XX^e siècle* que Fisher a été le plus actif; parmi ses nombreuses contributions, il a mis en forme finale l'équation des échanges, mais il ne l'a pas créée.